

COMMUNE DE MEX



REGLEMENT DE POLICE

TITRE PREMIER Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER - Attributions et compétences

Article premier. - Le présent règlement institue la police municipale au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC).	Police municipale
Art. 2. - Les dispositions du présent règlement sont applicables sous réserve des dispositions du droit fédéral ou cantonal, régissant les mêmes matières.	Droit applicable
Art. 3. - Les dispositions du présent règlement sont applicables sur l'ensemble du territoire de la commune.	Champ d'application territorial
Les dispositions du présent règlement s'appliquent au domaine privé qui n'est pas accessible au public uniquement dans la mesure où l'exigent le maintien de la sécurité et de l'ordre public, le respect des mœurs, ainsi que la sauvegarde de l'hygiène, de la salubrité publique et du respect environnemental.	
Art. 4. – 1. Dans les limites définies par le présent règlement, la Municipalité édicte les règlements que le Conseil communal laisse dans sa compétence. 2. En cas d'urgence, la Municipalité est compétente pour édicter des dispositions complémentaires au présent règlement ; ces dispositions n'ont force obligatoire qu'après leur approbation par le Conseil d'Etat et doivent être soumises à bref délai au Conseil général.	Compétence réglementaire de la Municipalité
Art. 5. – Le tarif des frais de procédure est régi par le TFPContr. (Tarif des frais de procédure pour le Ministère public et les autorités administratives compétentes en matière de contraventions)	Tarifs
Art. 6. - Lorsqu'elle en est requise, toute personne est tenue de prêter main-forte aux représentants de l'autorité dans l'exercice de leurs fonctions.	Obligation de prêter main-forte
Art. 7. - Toute résistance ou injure aux représentants de l'autorité communale dans l'exercice de leurs fonctions est punie dans la compétence municipale, sans préjudice des peines plus fortes prévues par le code pénal suisse du 21 décembre 1937.	Résistance, entrave, injures
Art. 8. – La Municipalité a la responsabilité de 1) maintenir l'ordre et la tranquillité publics; 2) veiller au respect des mœurs; 3) veiller à la sécurité publique, en particulier à la protection des personnes et des biens; 4) veiller à l'observation des règlements communaux et des lois en général, y compris les tâches liées au 5 ^{ème} processus (voir annexe)	Mission de la Municipalité

CHAPITRE II - Répression des contraventions

Art. 9. - Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont réprimées conformément à la loi sur les contraventions du 19 mai 2009.	Répression des contraventions
Art. 10. - Lorsque la contravention résulte d'une activité ou d'un état de fait durable ou encore d'une omission persistante de la part du contrevenant, la Municipalité peut soit y mettre fin aux frais de celui-ci, soit lui ordonner de cesser immédiatement de commettre la contravention, sous menace des peines prévues à l'article 292 du code pénal suisse.	Exécution forcée

CHAPITRE III - Procédure administrative

Art. 11. - Lorsqu'une disposition spéciale d'un règlement communal subordonne une activité à une autorisation, celle-ci doit être demandée en temps utile auprès de la Municipalité. Demande d'autorisation

Art. 12. - Après avoir accordé une autorisation, la Municipalité peut, pour des motifs d'intérêt public, la retirer. En ce cas sa décision est motivée en fait et en droit et elle est communiquée par écrit aux intéressés, avec mention de leur droit et du délai de recours. Retrait d'autorisation

Art. 13. - 1. En cas de délégation de pouvoirs à un dicastère ou à un service de l'administration communale, la décision relative à une autorisation est susceptible de recours administratif à la Municipalité. Recours

2. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est remis à un bureau de la Poste suisse et adressé à la Municipalité, par le Greffe municipal ou au dicastère du service qui a statué. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

3. Le recours est transmis à bref délai avec le dossier et, le cas échéant, la détermination du dicastère ou service, au Syndic qui en assure l'instruction ou charge un autre membre de la Municipalité de cette tâche.

4. La décision de la Municipalité est motivée en fait et en droit et elle est communiquée par écrit au recourant avec mention des voie et délai de recours. Le recours de droit administratif contre la décision municipale s'exerce au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public, av. Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne.

TITRE II - Police de la voie publique

CHAPITRE IV - Domaine public en général

Art. 14. - Le domaine public est destiné au commun usage de tous. Affectation

Art. 15. - L'usage normal du domaine public est principalement la circulation, soit le déplacement et le stationnement temporaire des personnes et des véhicules. Usage normal

Art. 16. - 1. Toute utilisation ou occupation du domaine public dépassant les limites de son usage normal est soumise à une autorisation préalable. Usage soumis à autorisation

2. Sous réserve des compétences d'autres autorités en vertu de dispositions spéciales, l'autorisation est du ressort de la Municipalité.

3. La demande d'autorisation doit être présentée au moins 15 jours à l'avance à la Municipalité et être accompagnée de renseignements suffisants pour permettre à l'autorité de se faire une idée exacte de l'utilisation ou de l'occupation envisagée (organisateur, date, heure, lieu et programme de la manifestation).

4. L'autorisation est refusée lorsque l'utilisation envisagée du domaine public est illicite ou susceptible de troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public, notamment lorsqu'elle entre en conflit avec une autre utilisation déjà autorisée.

5. Cette disposition s'applique également aux routes et chemins privés ouverts à la circulation publique.

Art. 17. - L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment pour la distribution de tracts ou la récolte de signatures, est interdit aux abords immédiats des locaux de vote, pendant la durée des scrutins ainsi que dans la demi-heure qui précède l'ouverture des bureaux de vote et celle qui suit leur fermeture. Usage du domaine public aux abords des bureaux de vote

CHAPITRE V - Circulation

Art. 18. - 1. Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales, la Municipalité est compétente pour régler la circulation et le stationnement sur le territoire communal. (domaine et voie publics) Police de la circulation

2. Elle peut également légaliser des zones de parkings payantes ou prendre toutes dispositions pour contrôler le temps autorisé de stationnement des véhicules aux endroits où celui-ci est limité.

Art. 19. - 1. Sauf réglementation spéciale, les véhicules ne doivent pas stationner plus de sept jours consécutifs sur les places de parc ou les voies publiques ; des exceptions peuvent être accordées dans des cas particuliers. Enlèvement d'office

2. Les véhicules stationnés sur le domaine public doivent être munis de plaques d'immatriculation.

3. Tout véhicule stationné illicitement, qui gêne la circulation ou qui masque la visibilité peut être enlevé.

4. L'enlèvement est exécuté aux frais et sous la responsabilité du détenteur si celui-ci ne peut être atteint ou refuse de déplacer lui-même son véhicule.

Art. 20. - Toute manifestation (spectacle, réunion, etc.) doit être signalée préalablement à la Municipalité lorsqu'elle est prévisible, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, que l'affluence des véhicules sera de nature à perturber la circulation générale, notamment lorsqu'il importera d'organiser un stationnement spécial. Stationnement lors de manifestations

Art. 21. - Le stationnement de véhicules à des fins publicitaires, ainsi que le stationnement sur la voie publique de véhicules affectés à la vente de marchandises, sont subordonnés à une autorisation de la Municipalité. Véhicules publicitaires ou affectés à la vente

CHAPITRE VI - Sécurité des voies publiques

Art. 22. - Sont interdits sur la voie publique tous actes de nature à compromettre la sécurité des personnes et des biens, ou à gêner la circulation, notamment le fait de : Actes interdits

- a) lancer des projectiles;
- b) répandre, en temps de gel, de l'eau ou tout autre liquide sur la voie publique;
- c) se livrer à des jeux et autres activités dangereuses;
- d) escalader les arbres, monuments, poteaux, signaux, réverbères, pylônes, clôtures, etc
- e) ouvrir les regards ou grilles placés sur la voie publique (égouts, conduites, etc.);
- f) porter atteinte aux réverbères et lampes, aux signaux routiers, aux appareils et installations des services du gaz, de l'eau, de l'électricité, de la Poste, des télécommunications, de la voirie, du feu, sauf en cas de nécessité absolue pour parer à un danger grave;
- g) compromettre le bon fonctionnement de l'éclairage public et des signaux routiers.

Art. 23.- 1. Tout travail manifestement dangereux pour les tiers, accompli dans un lieu ou aux abords d'un lieu accessible au public, doit être préalablement autorisé par la Municipalité s'il n'est pas subordonné à l'autorisation d'une autre autorité. Prescriptions spéciales

2. Les dépôts, ainsi que tous travaux sur la voie publique ne sont admis qu'avec l'autorisation de la Municipalité. Toutefois, il est permis de déposer sur la voie publique et ses abords des colis, marchandises et matériaux pour les besoins d'un chargement ou d'un déchargement.

3. La Municipalité peut faire fermer, sans délai, par les services communaux, toute fouille creusée sans permis.

4. Elle peut même faire enlever tout ouvrage, dépôt, installation, etc., effectué sans autorisation et faire cesser toute activité ou les travaux entrepris.

5. Les frais résultant des interventions des services communaux, dans les cas énumérés ci-dessus, sont à la charge du contrevenant.

Art. 24. - Les couvreurs, ferblantiers et autres gens de métier travaillant sur les toits et en façades sont tenus Métiers du bâtiment

a) de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la chute de personnes ou de choses;

b) de protéger les passants et de délimiter le périmètre des travaux;

c) d'indiquer de manière visible sur la voie publique le nom de l'entrepreneur ou de l'ouvrier responsable.

Art. 25. - 1. Il est interdit de jeter des débris ou des matériaux de démolition d'un immeuble sur la voie publique, à moins qu'ils ne tombent dans un espace clôturé à cet effet. La pose de ces clôtures doit faire l'objet d'une autorisation; elle peut être imposée par la Municipalité. Débris et matériaux de démolition

2. Toutes mesures susceptibles de limiter les inconvénients pour le voisinage doivent être prises, notamment en ce qui concerne la poussière et le bruit.

Art. 26. - Il est interdit, sur la voie publique, de transporter des objets et produits dangereux dépourvus d'une protection adéquate. Transport d'objets et de produits dangereux

Art. 27. - Indépendamment de l'autorisation accordée par l'autorité cantonale, les organisateurs de courses d'entraînement ou de compétitions sportives empruntant les rues des localités, doivent demander, 30 jours à l'avance au moins, l'agrément de la Municipalité qui se prononce sur les itinéraires. Compétitions sportives

Art 28. - Les clôtures de barbelés et tous les autres genres de clôtures dangereuses pour les personnes ou les animaux sont interdits le long des routes, trottoirs, places et chemins publics Clôtures

Art. 29. - Les arbres, arbustes, haies, etc., plantés dans les propriétés bordières, doivent être taillés de manière à ne pas masquer la visibilité en général, les signaux de circulation, les plaques indicatrices des noms de rues, les numéros de maisons, ou les lampes de l'éclairage public, ni gêner la circulation des piétons. Le cas échéant, la Municipalité peut exiger une mise en conformité ou, si nécessaire, la faire exécuter à la charge du propriétaire. Arbres et haies

CHAPITRE VII - Voirie

Art. 30. - Il est interdit de commettre tout dommage à la propriété et sur le domaine public. Propreté et protection des lieux

Art. 31. - Toute personne qui salit la voie publique est tenue de la remettre immédiatement en état de propreté. Propreté des chaussées

En cas d'infraction à cette disposition, ou si le nettoyage n'est pas fait immédiatement ou dans les délais impartis, la Municipalité peut ordonner que les nettoyages se fassent aux frais du responsable, après une mise en demeure mentionnant l'exécution par substitution.

Art. 32. - Il est interdit : Interdictions diverses

a) de jeter quoi que ce soit, d'un immeuble, sur la voie publique;

b) de déposer, même momentanément, sur des rebords de fenêtres, balcons, corniches et autres supports extérieurs, des vases à fleurs, cages, garde-mangers, ou tous autres objets pouvant causer des accidents, salir ou incommoder les passants, à moins de prendre toutes les précautions nécessaires pour exclure ces éventualités.

Art. 33. - La gestion des ordures ménagères et autres déchets est régie par un règlement spécifique. Ordures ménagères et autres déchets

Art. 34. - Le déblaiement de la neige sur les toits et terrasses dominant la voie publique peut être ordonné par la Municipalité. Celle-ci prévoit les mesures de sécurité et ordonne au besoin le transport de la neige déblayée, aux frais du propriétaire, si les nécessités de la circulation ou de la voirie l'exigent. Déblaiement de la neige

Il est interdit de déposer sur la voie publique la neige provenant des cours, jardins et autres espaces privés.

Les bordures de routes doivent rester libres de tous obstacles tels que grosses pierres, piquets, etc. qui pourraient causer des dégâts aux engins de déneigement.

Les automobilistes éviteront de laisser leur voiture en stationnement sur le passage du chasse-neige.

Art 35. - Il est interdit, sur les voies publiques, places, trottoirs, et dans les parcs: Police des voies publiques

- a) de souiller la voie publique par toutes sortes de déjections ;
- b) de déposer des ordures, sous réserve des jours, heures et lieux de dépôt fixés;
- c) de jeter des papiers, détritiques ou autres débris;
- d) de laver des animaux, des objets ou d'y effectuer un travail incommode pour le voisinage;
- e) de laver ou de réparer des véhicules;
- f) de trier et d'éparpiller les divers déchets déposés sur la voie publique en vue de leur enlèvement;
- g) de distribuer des imprimés à caractère commercial ou des échantillons, de distribuer ou de vendre des confettis, serpentins ou toute autre chose de nature à incommode les personnes ou à salir la chaussée ou ses abords, sans autorisation préalable de la Municipalité.

Art 36. - Il est interdit : Fontaines publiques

- a) de salir l'eau, les bassins ou les abords des fontaines publiques
- b) de détourner l'eau des fontaines;
- c) de vider les bassins sans autorisation;
- d) d'obstruer, d'endommager ou de modifier les canalisations ou les installations.
- e) de taguer ou sprayer tout biens publics appartenant aux domaines.

TITRE III - Ordre, sécurité et tranquillité publics, mœurs

CHAPITRE VIII - Ordre, sécurité et tranquillité publics

Art. 37 -1. Sont interdits tous actes de nature à troubler l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics. Généralités

2. Sont notamment compris dans cette interdiction : les querelles, les batteries, les chants bruyants, les cris, les attroupements tumultueux ou gênant la circulation, les pétards, les coups de feu ou tous autres bruits excessifs.

Art. 38.- 1. La police peut appréhender, pour une durée de 3 heures, toute personne et, au besoin la conduire au poste, afin d'établir son identité, l'interroger brièvement, déterminer si elle a commis une infraction et déterminer si des recherches doivent être entreprises à son sujet ou au sujet d'objets se trouvant en sa possession. Appréhension

2. Lorsque cet administré a été surpris en flagrant délit de crime ou de délit, refuse de décliner son identité ou présente un risque sérieux de récidive, il peut être arrêté provisoirement par la police, pour 24 heures. Lorsqu'il a commis des infractions qui ne relèvent pas de la compétence de l'autorité municipale au sens de la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions, la Municipalité, l'autorité délégataire ou la police le signale sans délai au préfet ou au procureur du ressort de la commune.

- Art. 39.** - La mendicité est interdite sur le territoire communal. En cas de constat de mendicité, la Municipalité procède à un examen de la situation Mendicité
- Art. 40.** - 1. Sauf autorisation de la Municipalité, tout travail bruyant de nature à troubler le repos des personnes est interdit entre 20 heures et 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés usuels. En outre, en dehors de ces heures, toutes mesures doivent être prises pour réduire le bruit le plus possible. Travaux bruyants
2. Font exception aux règles ci-dessus, celles citées à l'article 56.
3. En outre, l'usage des tondeuses à gazon et engins similaires (tronçonneuses, scies circulaires, meules, etc.) est interdit entre 12 h. et 13 h., ainsi qu'à partir de 20 h. jusqu'à 7 h. (8 h le samedi) Le samedi et la veille des jours fériés, cette interdiction est valable à partir de 18 h.
- Art. 41.** - 1. La Municipalité peut édicter des prescriptions nécessaires afin d'empêcher tous bruits excessifs dans les lieux de travail. Elle peut exiger la pose d'appareils et moteurs moins bruyants. Lutte contre le bruit
2. La Municipalité fera respecter la réglementation en matière de nuisance sonore.
- Art. 42.** - 1. L'usage d'instruments de musique, d'appareils reproducteurs ou amplificateurs de son, de téléviseurs et autres, ne doit pas importuner le voisinage, ni troubler le repos public. Entre 22 heures et 7 heures, l'usage de ces instruments et appareils n'est autorisé qu'avec les portes et fenêtres fermées.
2. La Municipalité peut autoriser des exceptions.
- Art. 43.** - Il est interdit d'essayer ou de régler des moteurs ou d'effectuer des travaux bruyants de carrosserie ailleurs que dans les garages et ateliers réservés à cet effet et répondant aux dispositions communales, cantonales ou fédérales en la matière. Essais de moteurs et travaux de carrosserie

CHAPITRE IX - Mœurs

- Art. 44.** - Tout acte portant atteinte à la décence ou à la morale publique est passible d'amende dans les compétences municipales, à moins qu'il ne doive, en raison de sa gravité, être dénoncé à l'autorité judiciaire. Au besoin, la Municipalité édicte des prescriptions spéciales. Généralités
- Art. 45.** - 1. Aucune mascarade, aucun cortège costumé, ne peut avoir lieu sur la voie publique sans l'autorisation préalable de la Municipalité. Mascarades publiques
2. Sont notamment interdits les tenues et les masques indécents.

CHAPITRE X - Camping

- Art. 46.** - Il est interdit de camper sur le domaine public sans l'autorisation de la Municipalité. Le camping occasionnel sur le domaine privé n'est permis qu'avec l'assentiment du propriétaire du fond. Lorsqu'il est de plus de 4 jours, il est également soumis à autorisation municipale. Camping
- L'entreposage des roulottes et autres véhicules servant de logement est interdit sur le domaine public, sauf autorisation de la Municipalité. Sur le domaine privé, l'autorisation de la Municipalité est nécessaire pour un entreposage dépassant 1 mois.

CHAPITRE XI - Mineurs

- Art. 47.** - Il est interdit aux mineurs : Mineurs
- 1) de fumer;
 - 2) de consommer des boissons alcoolisées et des stupéfiants;
 - 3) de sortir seuls le soir après 22 heures. (admis dès 16 ans avec autorisation parentale)

Les enfants autorisés exceptionnellement à assister seuls à une manifestation ou à un spectacle public ou privé se terminant après les heures de police doivent rejoindre immédiatement leur logement.

Art. 48. - Les enfants de moins de 12 ans révolus n'ont accès aux établissements publics au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et débits de boissons que s'ils sont accompagnés d'un adulte. Toutefois, dès l'âge de 10 ans révolus, les enfants peuvent avoir accès aux établissements jusqu'à 18 heures, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale.

Etablissements publics

Les mineurs âgés de 12 à 16 ans non accompagnés d'un adulte, mais en possession d'une autorisation parentale, peuvent fréquenter les établissements publics jusqu'à 20 heures, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'alinéa suivant et des salons de jeux.

L'autorisation parentale doit être écrite, datée et signée et indiquer clairement le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone des parents ou des représentants légaux du mineur autorisé. Elle indique également le nom, le prénom et la date de naissance de l'enfant ainsi que les établissements qu'il est autorisé à fréquenter.

Le mineur au bénéfice d'une telle autorisation doit être en mesure de la présenter en tout temps.

Les mineurs de plus de 16 ans révolus peuvent fréquenter tous les établissements.

Art. 49. - L'accès des bals publics et de sociétés est interdit aux mineurs qui ne sont pas entrés dans leur seizième année ou qui ne sont pas libérés de la scolarité obligatoire, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un adulte responsable ou qu'ils ne participent à la soirée en qualité de membres actifs de la société organisatrice.

Bals publics et de sociétés

Art. 50. - Pour toute violation des articles 49 et 50 ci-dessus, les mineurs, les représentants légaux, les adultes qui les accompagnent, les tenanciers et les organisateurs de manifestations sont considérés comme contrevenants.

Infractions

Art. 51. - Il est interdit aux mineurs de moins de seize ans de porter sur eux des poudres explosives, pièces d'artifices, armes au sens de la législation fédérale et autres objets ou matières présentant un danger, ou de jouer avec ces objets ou matières.

Jeux dangereux

Art. 52. - Il est interdit de vendre ou de procurer de toute autre manière, à des mineurs de moins de 18 ans, des armes, des munitions, des explosifs, de la poudre, des pièces d'artifice et autres objets présentant un danger quelconque.

Armes explosifs, feux d'artifice

CHAPITRE XII - Repos public

Art 53. - Sont jours de repos public : le dimanche et les jours fériés usuels, à savoir les deux premiers jours de l'année, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 1er août, le lundi du Jeûne fédéral, Noël et le 26 décembre.

Jours de repos public

Art. 54. - Sont interdits, pendant les jours de repos public
a) les travaux extérieurs, tels que travaux agricoles, terrassements, fouilles, transports de matériaux ou de marchandises, démolitions et constructions, etc.
b) les travaux bruyants et toutes les autres activités bruyantes.

Travaux interdits

Art. 55. - Il est fait exception aux règles qui précèdent pour :

Exceptions

- a) les services publics;
- b) les travaux qu'un accident, l'intérêt ou la sécurité publics rendent urgents;
- c) les travaux indispensables dans les métiers qui exigent une exploitation continue;
- d) la fabrication, la vente et le transport à domicile des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate;

- e) les soins à donner aux animaux domestiques ;
- f) les travaux indispensables à la conservation des cultures;
- g) la protection et la rentrée des récoltes en cas d'urgence ;
- h) l'utilisation des engins privés de déblaiement de la neige pour permettre de sortir de son domicile.

Art. 56. - La Municipalité peut limiter les manifestations, spectacles, compétitions sportives et autres divertissements publics la veille et les jours des fêtes religieuses suivantes : Les Rameaux, Vendredi-Saint, Pâques, Ascension, Pentecôte et Noël. Limitation des bals et manifestations

CHAPITRE XIII - Spectacles et réunions publics

Art. 57. - En principe, aucune manifestation accessible au public, à titre payant ou gratuit, ne peut avoir lieu, ni même être annoncée, sans l'autorisation préalable de la Municipalité. Autorisation

Art. 58 -1. La Municipalité ou son représentant refuse l'autorisation demandée lorsque la manifestation projetée est de nature à troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public, ou lorsqu'elle entre en conflit avec une autre manifestation déjà autorisée. Refus d'autorisation

2. La Municipalité ou tout représentant de l'autorité peut ordonner la suspension ou l'interruption immédiate de la manifestation ou du divertissement public contraire à la tranquillité ou à l'ordre public ou à la moralité. La Municipalité peut, en outre, imposer des restrictions ou interdire des spectacles.

Art. 59. - L'autorisation doit être demandée au moins 30 jours à l'avance, avec indication du nom des organisateurs responsables, de la date, de l'heure, du lieu et du programme de la manifestation, de façon que la Municipalité puisse s'en faire une idée exacte. Le requérant est responsable de la conformité de la manifestation avec les indications données. Demande

Art. 60. - 1. Pour chaque manifestation organisée, le requérant doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile couvrant les risques de l'exploitation prévue. Conditions exigées

2. L'autorisation peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à des mesures de sécurité particulières (lutte contre le feu, contre le bruit, limitation du nombre des entrées d'après les dimensions du local et au respect de l'article 54) et d'hygiène (locaux de conservation des mets et boissons, installations sanitaires, etc.).

Art 61. - Les membres de la Municipalité, les représentants du service du feu et des forces de l'ordre ont libre accès, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, aux manifestations prévues aux articles 57 et suivants. Libre accès

Art. 62. - Les organisateurs d'une manifestation doivent payer à la commune, s'il y a lieu, et conformément au tarif en vigueur : Taxes

- a) une taxe d'autorisation et un émolument destiné à couvrir le travail effectif de son administration ;
- b) les frais de location de place, lorsque la manifestation est organisée sur le domaine public ou privé de la commune;
- c) les frais de surveillance, lorsque le service du feu et la Municipalité jugent nécessaire de prendre des mesures de sécurité.
- d) Les frais rendus nécessaires par la mise en place d'un service d'ordre ou par l'intervention des forces de l'ordre en cas de risque d'atteinte à l'intérêt public, notamment à l'ordre et à la sécurité publics.

La Municipalité est compétente pour édicter le tarif.

Art. 63. - Les organisateurs de spectacles et manifestations soumis à autorisation sont responsables du maintien du bon ordre, de l'application du présent règlement et des décisions municipales d'exécution. Responsabilité des organisateurs

CHAPITRE XIV -Police et protection des animaux

- Art. 64.** - Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes mesures utiles pour les empêcher de gêner le voisinage public, notamment par leurs cris et leurs odeurs. Respect du voisinage
- Il est interdit de puriner le samedi et les jours de repos public (le dimanche et les jours fériés usuels) et entre 12 heures et 13 heures à proximité des maisons d'habitation, ainsi que d'épandre du fumier en période chaude, qui ne serait pas immédiatement recouvert. Les dispositions cantonales en la matière restant réservées (interdiction suivant les saisons et la nature du sol).
- Art. 65.** - Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes mesures utiles pour les empêcher de Mesures de sécurité
- porter atteinte à la sécurité publique ou à celle d'autrui;
 - commettre des dégâts;
 - salir la voie publique, notamment les trottoirs, les parcs et promenades publics;
 - d'errer sur le domaine public.
- Art. 66.** - 1. Les propriétaires de chiens doivent les annoncer au greffe municipal dans les 15 jours dès leur acquisition ou dans les 90 jours dès la naissance. Chiens
2. Chaque chien doit porter un collier indiquant le nom et le domicile du propriétaire de l'animal.
3. En outre, chaque chien doit être identifié au moyen d'une puce électronique mise en place par un vétérinaire, qui transmet les données recueillies à la banque de données désignée par le Service vétérinaire.
4. Sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public, toute personne accompagnée d'un chien doit le tenir en laisse, à moins qu'il ne soit suffisamment dressé pour se conduire de manière à ne pas importuner autrui.
5. Il est interdit d'introduire des chiens dans les cimetières, ainsi que dans les magasins d'alimentation.
6. Dans les jardins, parcs publics, terrains de sport, places de jeu, les chiens doivent être tenus en laisse.
7. La Municipalité détermine les autres lieux et autres locaux dont l'accès est interdit aux chiens et ceux dans lesquels ils doivent être tenus en laisse.
- Art. 67.** - 1. La Municipalité peut soumettre à l'examen du vétérinaire délégué, au besoin séquestrer, les animaux paraissant méchants, dangereux ou maltraités. Animaux méchants, dangereux ou maltraités
2. Elle peut ordonner au détenteur d'un animal de prendre les mesures nécessaires pour empêcher celui-ci de troubler l'ordre public.
3. En cas de violation des ordres reçus, l'animal peut être mis en fourrière, sans préjudice de l'amende qui peut être prononcée. Le propriétaire peut, dans un délai de 2 mois, le réclamer contre paiement des frais de transport, de fourrière et d'examen vétérinaire. La restitution est subordonnée à la condition que les ordres reçus soient exécutés.
4. Toutefois, en cas de danger imminent, l'animal peut être abattu immédiatement.
- Art. 68.** - Tout chien trouvé sans collier ou non identifié par une puce électronique est saisi et mis en fourrière officielle. Les animaux non réclamés dans un délai de 2 mois dès leur admission à la fourrière sont placés auprès d'un nouveau détenteur. La restitution de l'animal dans ce délai a lieu contre paiement de l'impôt, des frais et, le cas échéant, de l'amende. Chiens errants
- Art. 69.** - Les troupeaux sur la voie publique doivent être conduits par un personnel suffisant pour que le public et les véhicules puissent circuler sans danger. Troupeaux
- Art. 70.** - Les cavaliers doivent se conformer aux règles de la circulation et aux prescriptions particulières édictées par la Municipalité. Ils suivront les voies prévues à leur sujet. Cavaliers

CHAPITRE XV - Police du feu

- Art. 71.** - 1. L'incinération de déchets urbains en plein air, en dehors des installations stationnaires appropriées est interdite. Les déchets naturels végétaux provenant de l'exploitation des forêts, des champs et des jardins sont compostés en priorité. Déchets incinérables et feu sur la voie publique
2. L'incinération de ces matières en plein air n'est admise que pour les petites quantités détenues par les particuliers, sur les lieux de production, et pour autant qu'il n'en résulte pas de nuisance pour le voisinage.
3. Il est interdit de faire du feu sur la voie publique, dans tous les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, à moins de 10 m des bâtiments, des dépôts de foin, de paille, de bois ou d'autres matières combustibles ou facilement inflammables.
4. Il est en outre interdit de brûler les déchets de chantier.
5. Sont également réservées les dispositions fédérales et cantonales en la matière.
- Art. 72.** - Dans les zones habitées, les feux en plein air sont interdits la nuit et les jours de repos public, sauf autorisation de la Municipalité. Feux
- Art. 73.** - En cas de vent violent ou de sécheresse, tout feu est interdit. Des précautions spéciales doivent être prises pour écarter tous risques d'incendie. Vent violent, sécheresse
- Art. 74.** - Il est interdit de faire sauter des pierres, murs, troncs d'arbres et autres, au moyen d'explosifs, à proximité de la voie publique ou de l'habitation d'autrui, sans une autorisation de la Municipalité qui peut prescrire les mesures de sécurité nécessaires. Usage d'explosifs
- Art. 75.** - 1. L'utilisation des engins pyrotechniques de divertissement est soumise aux législations fédérale et cantonale. Engins pyrotechniques
2. L'utilisation des engins des catégories III et IV définies par la législation fédérale est soumise à l'autorisation de la Police cantonale. L'organisateur dépose une demande d'autorisation, au moyen de la formule officielle, auprès de la Municipalité, au plus tard un mois avant la date prévue pour le feu d'artifice ; la Municipalité vise la demande, y appose son préavis et la transmet à l'autorité compétente, au plus tard quinze jours avant la date prévue pour le feu d'artifice.
3. La Municipalité peut édicter, en tout temps, des prescriptions particulières pour des motifs d'ordre et de tranquillité publics.
- Art. 76.** - 1. Il est interdit d'encombrer les abords des bornes hydrantes, ainsi que les accès des locaux où est entreposé le matériel de lutte contre l'incendie. Bornes hydrantes et hangars du service de défense incendie et de secours
2. L'usage des bornes hydrantes à des fins autres que la lutte contre le feu est interdit sans une autorisation de la Municipalité.
3. Les sorties de secours des bâtiments et leur accès par les véhicules du service de défense incendie et de secours doivent être constamment libres.

CHAPITRE XVI - Police des eaux

- Art. 77.** - Il est interdit : Interdictions diverses
- a) de souiller les eaux publiques;
- b) d'endommager les digues, berges, passerelles, barrages, prises d'eau et tous autres ouvrages en rapport avec les eaux publiques;
- c) de manœuvrer les vannes, prises d'eau, et installations analogues en rapport avec les eaux publiques, si ce n'est pour parer à un danger immédiat. Les agriculteurs ne peuvent utiliser que les prises d'eau qui leur sont réservées ;
- d) d'extraire sans autorisation des matériaux du lit des cours d'eau, ou de leurs abords immédiats;
- e) de faire des dépôts de quelque nature que ce soit dans le lit des canaux et cours d'eau du domaine public.
- Art. 78.** - Les fossés, les étangs et les ruisseaux du domaine public communal sont entretenus par les soins de la Municipalité, laquelle, avec le concours des propriétaires intéressés, prend les mesures prévues par la loi cantonale sur la police des eaux dépendant du domaine public. Fossés et ruisseaux du domaine public

Art 79. - Les coulisses, canalisations et ruisseaux privés sont entretenus par leur propriétaire, de manière à épargner tout dommage à autrui. Au cas où le propriétaire ne se conformerait pas à ces prescriptions, la Municipalité fera prendre les mesures nécessaires aux frais de celui-ci, après l'avoir entendu, sans préjudice des poursuites pénales.

Ruisseaux, coulisses et canalisations du domaine privé

Art. 80.- 1. Les particuliers sont tenus d'aviser la Municipalité de toute dégradation survenant sur leurs fonds au bord d'une eau publique.

2. En cas d'urgence, la Municipalité prend immédiatement les mesures de sécurité nécessaires pour éviter des dégâts plus graves ou des accidents

Dégradations

TITRE IV - Hygiène et salubrité publiques

CHAPITRE XVII -Hygiène et salubrité

Art. 81. - 1. La Municipalité est l'autorité sanitaire locale.

Autorité sanitaire locale

2. Elle veille à la salubrité dans la commune, au contrôle des eaux et de l'air, à l'hygiène des constructions et des habitations, aux mesures à prendre pour combattre les maladies transmissibles ou en limiter les effets, au service des inhumations, selon la législation en la matière.

3. La Municipalité est assistée par la Commission de salubrité.

Art. 82. - Pour s'assurer que les dispositions légales sont respectées, la Municipalité ou ses représentants peuvent procéder à toutes les inspections utiles.

Inspection

Elle peut également ordonner, d'office ou sur réquisition, l'inspection d'une habitation dont il y a lieu de craindre qu'elle ne satisfait pas aux exigences de l'hygiène et de la salubrité, moyennant avis préalable donné à l'occupant, sauf cas urgent. Les dispositions de la police des constructions sont au surplus réservées.

Art. 83.- Tout travail et toute activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques, notamment par l'emploi de substances nocives, insalubres ou malodorantes, doivent être accomplis de manière à ne pas incommoder les voisins.

Travail ou activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques

Il est notamment interdit :

1. de conserver sans précautions appropriées des matières nocives ou exhalant des émanations insalubres ;
2. de transporter ces matières sans les placer dans des récipients hermétiquement clos ;
3. de transporter ces matières, en particulier les lavures et les eaux grasses, avec des denrées destinées à la consommation humaine ;
4. de jeter ou de laisser en un lieu où elles peuvent exercer un effet nocif, des matières ou des substances insalubres, sales, malodorantes ou de toute autre manière nuisible à la santé, telles que poussières, eaux grasses, déchets de denrées ou d'aliments, etc.

Les dispositions du règlement communal sur l'élimination des déchets sont au surplus réservées.

CHAPITRE XVIII - Inhumations

Art. 84. -1. Le service des inhumations et des incinérations, ainsi que la police du cimetière entrent dans les attributions de la Municipalité qui fait exécuter les lois, règlement et arrêtés fédéraux et cantonaux en la matière.

Compétences et attributions

2. La Municipalité nomme un préposé à ce service.

Art. 85. - L'heure des convois funèbres est fixée en accord avec le service de police. Les honneurs funèbres sont rendus à proximité du domicile mortuaire ou du lieu de culte, à

Horaire et honneurs

l'endroit fixé par le préposé au service des inhumations. Ils peuvent également être rendus au cimetière.

Art. 86. - Tout déplacement, tout départ ou toute arrivée de corps sur le territoire de la commune est placé sous la surveillance du service de police qui doit en être avisé à l'avance par la famille ou l'entreprise de pompes funèbres intéressée. Contrôles

Art. 87. - Le préposé tient le registre des décès, inhumations et incinérations Registre

CHAPITRE XIX - Du cimetière

Art. 88. - La Municipalité fixe dans un règlement spécial, approuvé par le département en charge, toutes dispositions relatives au cimetière. Principe général

TITRE V - Commerce et industrie

CHAPITRE XX - Police des établissements

Art. 89. - Tous les établissements pourvus de licences au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB) sont soumis aux dispositions du présent règlement. Champ d'application

Art. 90. - 1. Les établissements mentionnés à l'article précédent ne peuvent être ouverts au public avant 6 h. du matin. Ils doivent être fermés à 24 h. 00 tous les jours.. Les établissements de nuit ne peuvent être ouverts qu'entre 18h et 4h. Horaire d'ouverture

2. Le titulaire de l'autorisation d'exploiter fixe librement l'horaire d'exploitation de son établissement dans ces limites. Les heures d'ouverture habituelles sont communiquées à la Municipalité et affichées à l'extérieur de l'établissement.

Art. 91. - 1. Lorsque la Municipalité autorise un titulaire de licence à laisser son établissement ouvert après l'heure de fermeture réglementaire, le tenancier doit payer les taxes de prolongation d'ouverture selon le tarif fixé par la Municipalité. Cette dernière peut refuser des permissions ou en limiter le nombre. Prolongation d'ouverture

2. Les modalités des permissions sont établies par la Municipalité.

3. Pendant la période allant de mi juin à fin août, et à la condition qu'il n'en résulte aucune gêne pour le voisinage, la Municipalité peut autoriser les titulaires d'une licence qui en font la demande, à maintenir leurs établissements ouverts jusqu'à 1 h. et jusqu'à 2 h. les nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche.

Art. 92. - L'exploitation des terrasses est autorisée jusqu'à 22 h. tous les jours. Fermeture des terrasses

Art. 93. - Pendant le temps où l'établissement doit être fermé au public, nul ne peut y être toléré, ni s'y introduire. Seuls les titulaires d'une licence permettant de loger des hôtes sont autorisés à admettre des voyageurs dans leurs établissements après l'heure de fermeture pour autant qu'ils y logent. Consommateurs et voyageurs

Art. 94. - Le titulaire d'un établissement resté ouvert après l'heure de fermeture, sans autorisation spéciale, sera déclaré en contravention. Le titulaire de la licence, de même que les acheteurs ou consommateurs, seront passibles de sanctions, pour autant qu'ils aient été informés préalablement par le tenancier de l'heure de fermeture. Contravention

Art. 95. - Les titulaires d'une licence peuvent fermer leur établissement certains jours ou durant certaines périodes. Ils sont tenus d'en informer la Municipalité 8 jours à l'avance. Fermetures temporaires

Art. 96. - Dans les établissements, sont interdits tous actes de nature à troubler le voisinage ou à porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publics. Bon ordre

<p>Art. 97. - 1. Le titulaire de licence est responsable de l'ordre dans son établissement; il a l'obligation de rappeler le contrevenant à l'ordre.</p> <p>2. Si ce rappel à l'ordre est demeuré sans effet, il a le droit d'expulser le contrevenant après l'avoir sommé de quitter les lieux.</p> <p>3. Lorsque le titulaire de licence ne parvient pas à fermer son établissement à l'heure de police, ou en cas de résistance ou d'incident grave survenant à l'entrée ou à l'intérieur de l'établissement ou se prolongeant au-dehors, il est tenu d'aviser immédiatement la police.</p>	Obligations du titulaire de licence
<p>Art. 98. - 1. Les bulletins d'hôtel sont remis à l'organe désigné par la Municipalité.</p> <p>2. La remise des bulletins peut être exigée par la personne désignée par la Municipalité en tout temps, même de nuit.</p> <p>3. La Municipalité doit conserver trois ans les bulletins.</p> <p>4. Les agents de la police cantonale et la personne désignée par la Municipalité ou les membres de celle-ci ont en tout temps le droit d'exercer un contrôle sur le registre des hôtes, sur le fichier qui en tient lieu et sur les bulletins d'hôtel, ou sur tout support relatif à la location de chambres.</p>	Bulletins d'hôtel et contrôle
<p>Art. 99. - Les dispositions de l'article 42 du présent règlement sont applicables aux établissements. En outre, la Municipalité peut interdire toute musique ou manifestation bruyante dans ces établissements à partir de 23 heures si elle l'estime nécessaire.</p>	Musique et jeux bruyants
<p>Art. 100. - Les titulaires de licences d'établissement sont tenus d'offrir au moins un choix de trois boissons sans alcool de type différent, à un prix inférieur, à quantité égale, à celui de la boisson alcoolique la moins chère.</p> <p>Ce choix, ainsi qu'un rappel concernant l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de 16 ans en ce qui concerne toutes boissons alcoolisées, aux jeunes de moins de 18 ans en ce qui concerne les boissons distillées ou considérées comme telles (notamment les alcopops et les prémix) doivent être affichés bien en vue et en nombre suffisant.</p>	Boissons non alcoolisées
<p>Art. 101. - Les dispositions de la loi cantonale et de son règlement d'application font foi.</p>	Fumée
<p>Art. 102. - La vente à l'emporter de boissons par les tenanciers d'établissements et leur personnel est interdite durant l'heure précédant la fermeture normale, ainsi que durant les éventuelles prolongations d'ouverture.</p> <p>Il est interdit de servir et de vendre des boissons alcoolisées :</p> <p>a) aux personnes en état d'ébriété ;</p> <p>b) aux jeunes de moins de 16 ans révolus ;</p> <p>c) aux jeunes de moins de 18 ans révolus s'il s'agit de boissons distillées ou considérées comme telles.</p> <p>Il est également interdit :</p> <p>a) d'inciter le personnel à consommer des boissons alcoolisées avec la clientèle ;</p> <p>b) d'augmenter la vente des boissons alcoolisées par des jeux ou des concours.</p>	Interdiction de vente
<p>Art. 103. - 1. La tenue de bals, concerts, programmes d'attraction ou autres manifestations analogues dans les établissements est soumise à l'autorisation de la Municipalité qui en fixe la durée et rappelle l'obligation de respecter le présent règlement.</p> <p>2. La Municipalité fixe le tarif de ces permissions. Ces taxes s'ajoutent à celles découlant de l'art. 92.</p>	Bals et concerts
<p>Art. 104. - 1. Les jeux de hasard, à l'exclusion des jeux de loterie exploités dans un but d'utilité publique ou de bienfaisance, sont interdits dans tous les établissements. Les dispositions concernant les casinos sont réservées.</p> <p>2. Les autres jeux ne sont autorisés que pour autant que l'enjeu soit minime au sens du règlement.</p> <p>3. Sont seuls autorisés les jeux d'adresse non automatiques au sens de l'article 3, alinéa 3, de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu. L'article 57 de l'ordonnance fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu est réservé.</p> <p>4. Conformément à l'article 8 de la loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu, les appareils à sous servant aux jeux d'adresse ne sont pas autorisés en dehors des maisons de jeu.</p>	Jeux de hasard et autres jeux

- Art. 105.** - Constitue un enjeu minime, au sens de l'article 52 alinéa 2 LADB, celui qui correspond à la valeur totale des consommations se trouvant sur la table, mais au plus à fr. 50.– Enjeu minime
- Art. 106.** - 1. Les cyber-centres sont assimilés à des salons de jeux au sens de l'article 18 LADB. Ils sont soumis aux mêmes exigences légales que ceux-ci, notamment en matière d'âge d'entrée et de service de boissons. Cyber-centres
2. Sont considérés comme des cyber-centres, au sens du présent règlement, l'ensemble des locaux et dépendances qui, contre rémunération et pour une utilisation non professionnelle, offrent la possibilité d'accéder à Internet ou à des jeux, en réseau ou non.
- Chapitre XXI - Traiteurs et débits à l'emporter**
- Art. 107.** - Les titulaires d'autorisations simples au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons sont soumis aux dispositions du présent règlement (Traiteurs et débits de boissons alcoolisées à l'emporter). Champ d'application
- Art. 108.** - Les jours et heures d'ouverture et de fermeture des traiteurs et des débits de boissons alcoolisées à l'emporter sont fixées par la Municipalité conformément à l'art. 113. Jours et heures d'ouverture et de fermeture
- Art. 109.** - Les titulaires d'une autorisation de débit de boissons à l'emporter doivent afficher bien en évidence (au rayon des boissons alcoolisées et à la caisse) un rappel concernant l'interdiction de vente d'alcool au mineurs de moins de 16 ans en ce qui concerne toutes boissons alcoolisées, aux jeunes de moins de 18 ans en ce qui concerne les boissons distillées ou considérées comme telles (notamment les alcopops et les prémix). Mineurs
- Art. 110.** - Les autres dispositions du présent règlement s'appliquent également aux traiteurs et aux débits de boissons alcoolisées à l'emporter, en particulier les articles 96 à 102 et 103 alinéa 2. Autres dispositions applicables

Chapitre XXII - Permis temporaires

- Art. 111.** - 1. Un permis ne peut être délivré que pour une durée de 10 jours au maximum. En principe, il ne peut être délivré que cinq permis par année en faveur de la même organisation. Le titulaire d'un permis pour manifestation temporaire est responsable de l'exploitation des débits pour lesquels le permis est délivré. Permis temporaire
2. Le permis peut être refusé si l'octroi d'un permis accordé préalablement en faveur de la même organisation a donné lieu à des abus.
3. La municipalité est compétente pour fixer les heures de fermeture des débits au bénéfice d'un permis temporaire.
4. Une copie de la demande de permis temporaire est transmise par la Municipalité à la Police cantonale et à la Préfecture.
5. La Municipalité est compétente pour prélever les émoluments en la matière et au besoin édicter un règlement à ce sujet.

CHAPITRE XXIII - Ouverture et fermeture des commerces et des magasins

- Art. 112.** - Dans les limites fixées par la législation, la Municipalité est compétente pour édicter un règlement fixant les jours et heures d'ouverture et de fermeture des magasins et commerces. Jours et heures d'ouverture et de fermeture

CHAPITRE XXIV - Police de l'exercice des activités économiques

- Art. 113.**- 1. L'exercice, à titre temporaire ou permanent, de toute activité économique sur le territoire de la commune est soumis aux dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des Principe

activités économiques et de la loi fédérale sur le commerce itinérant.

2. La Municipalité applique les législations sur l'exercice des activités économiques et le commerce itinérant et édicte les règlements, taxes et émoluments en la matière.

Art. 114. - Le commerce itinérant est interdit en dehors des heures d'ouverture des magasins. Commerce itinérant, restrictions

Art. 115. - 1. Il est interdit aux artistes et aux musiciens de rue, ainsi qu'aux commerçants itinérants, de stationner avec voitures, chars, roulottes, remorques, tentes de camping, etc., ailleurs qu'aux emplacements qui leur sont assignés par la Municipalité et sans s'être annoncés au préalable au bureau de l'administration communale. Commerce itinérant, emplacements

2. La Municipalité leur désigne l'emplacement où ils peuvent exercer leur activité; celle-ci ne doit pas être un obstacle à la libre circulation du public et à son accès aux bâtiments riverains du domaine public, à la sécurité publique et aux bonnes mœurs.

Art. 116. - Les commerçants itinérants, les artistes et les musiciens de rue sont tenus de se conformer aux ordres de la Municipalité ou de la police. Obligations

Art. 117. - La Municipalité peut édicter des règles, taxes et émoluments en matière d'usage du domaine public par les commerçants. Les taxes et émoluments doivent être acquittés préalablement à toute activité commerciale itinérante. La Municipalité est également compétente pour édicter d'autres prescriptions concernant les foires et marchés. Règles et taxes

TITRE VI - Constructions

CHAPITRE XXV - Bâtiments

Art. 118. - 1. La numérotation des bâtiments sis dans la commune est de compétence municipale. Numérotations des bâtiments

2. Les plaques de numérotation seront conformes aux modèles arrêtés par la Municipalité. Elles seront fournies par la commune, aux frais des propriétaires et placées aux endroits fixés par la Municipalité.

Art 119. - Les numéros devront être placés de façon à être facilement visibles de la rue. Si une maison d'habitation est située à l'intérieur d'une propriété close, le numéro devra être placé sur la porte d'accès donnant sur la voie publique. Disposition des numéros

Art. 120. - Il est défendu aux particuliers de supprimer, de modifier, d'altérer ou de masquer les numéros de maison. Lorsque, par vétusté, ou par toute autre cause, les numéros auront été endommagés, les propriétaires des maisons devront en demander le remplacement à la commune, à leurs frais. Entretien des numéros

Art. 121. - La Municipalité est compétente pour choisir les noms des rues. Noms des rues

TITRE VII

CHAPITRE XXVI - Affichage

Art. 122. - L'affichage sur le territoire communal est régi par la loi vaudoise sur les procédés de réclame et son règlement d'application. Affichage

Titre VIII

CHAPITRE XXVII - Contrôle des habitants et police des étrangers

Art. 123. - 1. Le contrôle des habitants ainsi que le séjour et l'établissement des étrangers Principe sont régis par les législations fédérale et cantonale.

2. La Municipalité est compétente pour établir les tarifs des émoluments en la matière.

TITRE IX

CHAPITRE XXVIII - Disposition finales

Art. 124. - Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département cantonal concerné. Il abroge toutes dispositions antérieures. Entrée en vigueur

Adopté par la Municipalité, dans sa séance du 29 avril 2013

Le Syndic :

M. Buttin



La Secrétaire :

R. Marendaz

Adopté par le Conseil général, dans sa séance du 17 juin 2013

Le Vice-Président:

D. Bossart



Le Secrétaire

R. Marendaz

Approuvé par la Cheffe du Département de l'intérieur (DINT), en date du - 8 JUIL. 2013



ANNEXE

TACHES DU 5^{Ème} PROCESSUS

Tâches	Description
Contrôle du stationnement	Contrôle du stationnement illicite dans les zones de parcage à durées limitées, où une interdiction de stationner ou de s'arrêter est signalée, sur les trottoirs, etc.
Contrôle des parcs et promenades	Contrôle préventif et sécuritaire des endroits de rencontres (places de jeux, cours, etc) et des itinéraires de promenades
Demandes de naturalisations ordinaires	Audition du ou des candidats étrangers demandant à obtenir la nationalité suisse et établissement du rapport administratif à l'attention de l'Autorité
Demandes de naturalisations facilitées	Audition du candidat suisse demandant à obtenir la nationalité suisse et établissement du rapport administratif à l'intention de l'Autorité
Demandes de bourgeoisie	Audition du candidat suisse demandant à obtenir la bourgeoisie vaudoise de la commune dans laquelle il vit et établissement du rapport administratif à l'attention de l'Autorité
Suivi des amendes d'ordre impayées	Après un premier rappel, si l'amende est toujours impayée, établissement de l'ordonnance pénale (anciennement sentence municipale) et suivi de celle-ci
Suivi des dénonciations des stationnements illicites sur terrains privés	Auparavant ces dénonciations étaient adressées à la Justice de Paix qui statuait. Depuis, les Municipalités sont compétentes pour sanctionner ces dénonciations par le biais d'ordonnances pénales et leurs suivis identiques aux amendes d'ordre impayées
Ordonnances pénales	Dénonciations, en sus de tout ce qui est susmentionné, à tous les règlements communaux (règlement de police, règlement sur les déchets, etc)
Suivi des dénonciations de la police cantonale	Suite à une intervention, la police cantonale peut être amenée à dénoncer à l'Autorité municipale un ou des prévenus suite à une contravention au Règlement de police communal (bagarre, ivresse sur la voie publique, tapage, etc). Ces rapports doivent faire l'objet d'une ordonnance pénale afin de sanctionner les auteurs
Patentes pour marchands d'occasions	Toute personne, propriétaire ou locataire, d'un local qu'il utilise pour la vente de marchandises récupérées chez des privés et restaurées doit être au bénéfice d'une patente communale
Patentes pour appareils automatiques	Tout appareil qui nécessite un apport d'argent pour délivrer une marchandise ou un service (appareil selecta, machines à café, distributeur de cadeaux, jeux d'enfants, flipper, etc) sont soumis à une patente communale
Taxes pour les procédés de réclame	Toutes réclames, enseignes, affichages, publicités, panneaux de vente, location ou chantiers, visibles depuis la voie publique, doivent faire l'objet d'une taxe communale

Légalisation de la signalisation routière	Toute nouvelle ou modification de signalisation routière verticale doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service des routes cantonales (modification d'une priorité, rue en stationnement interdit, etc)
Légalisation du marquage routier	Tout nouveau ou modification de marquage routier doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service des routes cantonales (modification d'une priorité, passage piétons, etc)
Rapports de renseignements suite à des réquisitions de diverses autorités cantonales	Chaque Autorités cantonales ou bureaux cantonaux peuvent envoyer à une commune une réquisition pour établir un rapport administratif concernant un de ses habitants.
Pocama	Police cantonale des manifestations : délivrance des autorisations diverses manifestations ainsi que des annexes (permis temporaires, loto, tombolas, ventes aux enchères, etc) ainsi que des contrôles y relatifs
Macarons	Autorisations de parcage particulier sur le domaine public
Expulsion	Représentation de la Municipalité lors d'expulsion de locataires
Marché communal	Gestion et contrôle des marchés communaux, y compris encaissement des taxes
BPA	Tâches relatives au Bureau de Prévention des Accidents (places de jeux, certaines activités liées au chantier, etc)
SmHab	Surveillance mutuelle des Habitations : tâches de proximités exercées par les citoyens via la police cantonale

TABLE DES MATIERES

TITRE PREMIER – Dispositions générales.....	2
CHAPITRE PREMIER – Attributions et compétences	2
CHAPITRE II – Répression des contraventions	2
CHAPITRE III – Procédure administrative	3
TITRE II – Police de la voie publique.....	3
CHAPITRE IV – Domaine public en général	3
CHAPITRE V – Circulation	4
CHAPITRE VI – Sécurité des voies publiques	4
CHAPITRE VII – Voirie	5
TITRE III – Ordre, sécurité et tranquillité publics, mœurs.....	6
CHAPITRE VIII – Ordre, sécurité et tranquillité publics	6
CHAPITRE IX – Mœurs	7
CHAPITRE X – Camping	7
CHAPITRE XI – Mineurs	7
CHAPITRE XII – Repos public	8
CHAPITRE XIII – Spectacles et réunions publics	9
CHAPITRE XIV – Police et protection des animaux	10
CHAPITRE XV – Police du feu	11
CHAPITRE XVI – Police des eaux	11
TITRE IV – Hygiène et salubrité publiques.....	12
CHAPITRE XVII – Hygiène et salubrité	12
CHAPITRE XVIII – Inhumations	12
CHAPITRE XIX – Du cimetière	13
TITRE V – Commerce et industrie.....	14
CHAPITRE XX – Police des établissements	14
CHAPITRE XXI – Traiteurs et débits à l'emporter	15
CHAPITRE XXII – Permis temporaires	15
CHAPITRE XXIII – Ouverture et fermeture des commerces et des magasins	15
CHAPITRE XXIV – Police de l'exercice des activités économiques	15
TITRE VI – Constructions.....	16
CHAPITRE XXV – Bâtiments	16
TITRE VII.....	16
CHAPITRE XXVI – Affichage	16
TITRE VIII.....	17
CHAPITRE XXVII - Contrôle des habitants et polices des étrangers	17
18	
TITRE VIII.....	17
CHAPITRE XXVIII – Dispositions finales	17
ANNEXE	18
TACHES DU 5 ^{ème} PROCESSUS	18